

RAPPORT N°2025/3-32
Au Bureau de la Communauté
En séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET : TRANSPORT PAR CABLE DE LA MONTAGNE – AUTORISATION AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA COMMUNICATION

Le projet de liaison en transport par câble entre les quartiers de Bellepierre et de La Montagne fait l'objet d'une consultation pour un marché public global de performance pour la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance.

Afin d'accompagner la mise en œuvre de ce projet, la CINOR souhaite disposer d'un marché pour l'assister dans la conception et le déploiement de la communication réglementaire et institutionnelle de préparation, lancement, suivi et mise en service de la ligne de téléphérique Hôpital - La Vigie.

I/ MISSIONS DU MARCHÉ

Le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a pour objet de concevoir et mettre en œuvre la communication réglementaire et institutionnelle de préparation, lancement, suivi et mise en service de la ligne de téléphérique de La Montagne, entre les stations Hôpital et La Vigie.

Les missions du Titulaire devront prendre en compte plusieurs enjeux majeurs :

- Mission intervenant dans un contexte urbain « multi-acteurs » ;
- Prise en compte de l'environnement naturel, des activités urbaines et des contraintes des zones impactées ;
- Mise en œuvre d'une technologie innovante et intégration dans un réseau de transport global ;
- Préparation du grand public et des institutions aux changements qui vont survenir ;
- Accompagnement du démarrage des nouveaux services et de l'appropriation par les voyageurs du réseau de transport restructuré.

Les missions du Titulaire se dérouleront en lien avec l'ensemble des partenaires avec lesquels il aura à échanger pour disposer d'informations et réaliser ses prestations dans les meilleures conditions. Ses missions entrent dans le cadre des phases de conception, réalisation et mise en service de la ligne selon le calendrier objectif repris ci-après.

Jalon	Date objectif	Description
Jalon n°1	4 ^{ème} trimestre 2024	Validation du Programme Technique et Fonctionnel
Jalon n°2	4 ^{ème} trimestre 2024	Lancement de la consultation pour le marché de conception, réalisation, exploitation et maintenance
Jalon n°3	3 ^{ème} trimestre 2025	Attribution du marché de conception, réalisation, exploitation et maintenance
Jalon n°4	Décembre 2025	Séquence « Lancement de chantier »
Jalon n°5	Fin 2025/Début 2026	Finalisation et dépôt du dossier d'enquête publique
Jalon n°6	4 ^{ème} trimestre 2026	Déclaration d'Utilité Publique ou Déclaration de Projet et démarrage des travaux
Jalon n°7	1 ^{er} trimestre 2028	Mise en service

Le Titulaire aura la responsabilité du bon déroulement des temps de communication. Il coordonnera l'ensemble des actions du plan de communication. Ces dernières s'inscrivent dans un processus continu tout au long du projet, avec la mise en place d'actions dédiées et adaptées en fonction des objectifs recherchés :

- En phase « Conception », le Titulaire assurera notamment les étapes de communication de proximité nécessaires à l'information et à la prise en compte des remarques, questions et propositions émanant des diverses populations en interface directe avec le projet. Il est à noter deux phases ciblées : la communication de proximité (réunion de quartier, etc.) et l'enquête publique ;

- En phase « Réalisation », le Titulaire se dotera de moyens d'intervention sur le terrain qui répondront, au quotidien, aux attentes des riverains et sera le lien entre les habitants, les équipes techniques de l'AMO Générale et du maître d'ouvrage. Les équipes terrain mises en place devront posséder une bonne connaissance de la zone et des problématiques rencontrées.

Afin de mener à bien ces missions, il est attendu du Titulaire une organisation autour d'un Directeur de Projet unique, en capacité, par son expérience, d'échanger avec l'équipe projet (AMO Générale et maître d'ouvrage) comme avec les différents publics concernés en phase Conception comme en phase Travaux, pour faire émerger des propositions constructives. L'implication du Titulaire devra s'adapter aux différents stades du projet, selon les objectifs et principes retenus dans le plan de communication général.

Les prestations attendues couvrent notamment :

- La définition d'une identité visuelle ;
- La définition d'un plan de communication général ;
- La définition d'une stratégie de communication de proximité ;
- L'accompagnement dans la procédure de déclaration d'utilité publique ou de déclaration de projet ;
- La définition d'une stratégie de communication institutionnelle ;
- L'adaptation des stratégies de communication définies en phase travaux (tranche optionnelle n°1) ;
- L'organisation d'événements de communication spécifiques : séquence « Lancement de chantier », mise en service et ouverture au public, gestion de crise, etc.

II/ CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

Le marché est décomposé en tranches :

- Tranche Ferme : mission d'AMO pour la communication en phase Conception,
- Tranche Optionnelle n°1 : mission d'AMO pour la communication en phase Réalisation et pour la mise en service.

En complément, le marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. Les prestations seront ainsi rémunérées comme suit :

- Une partie fixe concernant les prestations mentionnées au CCT et dont le montant est fixé à la décomposition du prix global et forfaitaire,
- Une partie variable donnant lieu à l'émission de bons de commande telle que mentionnée au CCTP et dont les prix unitaires sont définis aux bordereaux des prix unitaires.

En ce qui concerne les prestations sur bon de commande, le marché est défini avec un maximum fixé comme suit :

TRANCHE	PRESTATIONS SUR BON DE COMMANDE	MONTANT MAXIMUM
Tranche Ferme	Création de gestion des campagnes média (communication de proximité et communication institutionnelle)	87 000€ HT
	Communication de crise	
Tranche Optionnelle n°1	Création de gestion des campagnes média (communication de proximité et communication institutionnelle)	97 000€ HT
	Communication de crise	

III/ DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est définie comme suit :

TRANCHE	DELAIS D'EXECUTION
Tranche Ferme	24 (vingt-quatre) mois maximum à compter de la notification du démarrage des prestations
Tranche Optionnelle n°1	20 (vingt) mois maximum à compter de la notification d'affermissement de la tranche

Le délai maximum d'affermissement de la tranche optionnelle est fixé à 32 (trente-deux) mois à compter de la notification du marché.

IV/ ELEMENTS FINANCIERS

Le montant du marché a été estimé comme suit :

- Pour les prestations forfaitaires : 400 000€ HT (quatre-cent mille euros) pour l'ensemble des tranches ;
- Pour les prestations sur bons de commande :
 - Tranche ferme : 80 000€ HT (quatre-vingt mille euros) / 87 000€ HT (quatre-vingt-sept mille euros) maximum ;
 - Tranche Optionnelle n°1 : 90 000€ HT (quatre-vingt-six mille euros) / 97 000€ HT (quatre-vingt-dix-sept mille euros) maximum.

V/ ATTRIBUTION DU MARCHÉ

A l'issue de la procédure de consultation, 3 (trois) candidatures ont été reçues :

1. AGENCE ANIS
2. AGENCE STRATEGIES ET TERRITOIRES (STRATER)
3. AGENCE COURT-CIRCUIT

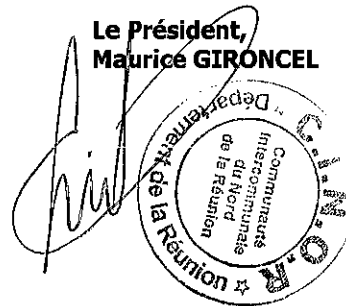
La Commission d'Appel d'Offres, en date du 18 juin 2025, prononce le candidat AGENCE ANIS comme attributaire pour une offre d'un montant total de 433 290,00€ HT.

Ainsi, je vous demande de bien vouloir :

- M'autoriser à signer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la desserte du territoire de La Montagne en transport par câbles, commune de Saint-Denis de La Réunion - Lot n°2 Communication, avec AGENCE ANIS pour un montant de 433 290,00€ HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Communauté Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

**DECISION N° 2025/3-32
du Bureau de la Communauté
En séance du 26 juin 2025**

OBJET : TRANSPORT PAR CABLE DE LA MONTAGNE – ATTRIBUTION DU MARCHÉ D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA COMMUNICATION

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-32 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'autoriser le Président à signer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la desserte du territoire de La Montagne en transport par câbles, commune de Saint-Denis de La Réunion - Lot n°2 Communication, avec ANIS pour un montant de 433 290,00€ HT.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président, dans le cas où l'attributaire précité ne remettrait pas les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique dans les délais impartis, à conclure le marché avec le candidat classé en seconde position, à savoir AGENCE STRATEGIES ET TERRITOIRES (STRATER), pour un montant de 361 050,00€ HT, et ce dans l'hypothèse où ce dernier transmettrait les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique dans le délai demandé.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

Le Président
Maurice GIRONCEL

